

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2009 — 3456

[C - 2009/02077]

27 SEPTEMBRE 2009. — Arrêté royal portant fixation du montant initial de la redevance passager Diabolo d'application à partir du 1^{er} novembre 2009

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 avril 2007 portant dispositions urgentes concernant le chemin de fer, notamment l'article 12, § 2, l'article 14, § 1^{er} et 14, § 2;

Vu la proposition du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire Infrabel du 17 juillet 2009.

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 3 septembre 2009.

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget donné le 16 septembre 2009.

Sur la proposition du Ministre des Entreprises publiques et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le montant de la redevance passager visé à l'article 12, § 2, de la loi du 30 avril 2007 portant dispositions urgentes concernant le chemin de fer est fixé à 4,10 EUR.

Art. 2. En application de l'article 14, § 1^{er} et § 2 de la loi du 30 avril 2007 portant dispositions urgentes concernant le chemin de fer, la moitié du montant de la redevance passager repris à l'article 1^{er} sera perçue à partir du 1^{er} novembre 2009, soit 2,05 EUR.

Art. 3. Le Ministre qui a les entreprises publiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Entreprises publiques,
S. VANACKERE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2009 — 3456

[C - 2009/02077]

27 SEPTEMBER 2009. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van het initieel bedrag van de passagiersvergoeding Diabolo van toepassing vanaf 1 november 2009

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 april 2007 houdende dringende spoorwegbepalingen, inzonderheid op artikel 12, § 2, artikel 14, § 1 en 14, § 2;

Gelet op het voorstel van de spoorweginfrastructuurbeheerder Infrabel van 17 juli 2009.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 3 september 2009.

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van 16 september 2009.

Op de voordracht van de Minister van Overheidsbedrijven en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bedrag van de passagiersvergoeding waarvan sprake in artikel 12, § 2, van de wet van 30 april 2007 houdende dringende spoorwegbepalingen, wordt vastgesteld op 4,10 EUR.

Art. 2. In toepassing van artikel 14, § 1 en § 2 van de wet van 30 april 2007 houdende dringende spoorwegbepalingen, zal de helft van het bedrag van de passagiersvergoeding vermeld in artikel 1 geïnd worden vanaf 1 november 2009, zijnde 2,05 EUR.

Art. 3. De Minister bevoegd voor de overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Overheidsbedrijven,
S. VANACKERE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2009 — 3457

[C - 2009/24351]

27 SEPTEMBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1999 relatif aux cotisations obligatoires au Fonds budgétaire de la santé et de la qualité des animaux et des produits animaux fixées d'après les risques sanitaires liés aux exploitations où sont détenus des porcs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, les articles 5, 1^o et 6, § 1^{er}, modifié par la loi du 27 décembre 2005;

Vu l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1999 relatif aux cotisations obligatoires au Fonds budgétaire de la santé et de la qualité des animaux et des produits animaux fixées d'après les risques sanitaires liés aux exploitations où sont détenus des porcs;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juin 2009;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, donné le 25 juin 2009;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 7 juillet 2009;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2009 — 3457

[C - 2009/24351]

27 SEPTEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1999 betreffende de verplichte bijdragen aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten vastgesteld volgens de sanitaire risico's verbonden aan bedrijven waar varkens gehouden worden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, artikelen 5, 1^o en 6, § 1, gewijzigd bij de wet van 27 december 2005;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1999 betreffende de verplichte bijdragen aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten vastgesteld volgens de sanitaire risico's verbonden aan bedrijven waar varkens gehouden worden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 juni 2009;

Gelet op het advies van de Raad van het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, gegeven op 25 juni 2009;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen en de Federale Overheid op 7 juli 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 16 juillet 2009;

Vu l'avis 47.107/1/V du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique et de la Ministre de l'Agriculture et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 21 décembre 1999 relatif aux cotisations obligatoires au Fonds budgétaire de la santé et de la qualité des animaux et des produits animaux fixées d'après les risques sanitaires liés aux exploitations où sont détenus des porcs, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Article 2/1. § 1^{er}. En dérogation à l'article 2, les cotisations obligatoires dues au Fonds par le responsable d'un troupeau pour l'année budgétaire 2009, sont diminuées de 80 % et remplacées comme suit :

Une cotisation obligatoire est mise à charge du responsable d'une exploitation à raison de respectivement 0,08 euro ou 0,04 euro par porc d'élevage qui peut être détenu, avec un minimum de 1,24 euro par exploitation, selon que des porcelets quittent ou non l'exploitation.

Toutefois, dans le cas où la sortie de porcelets se fait toujours vers une seule et même exploitation où ils sont détenus jusqu'à l'abattage, la cotisation obligatoire est de 0,04 euro par porc d'élevage, qui peut être détenu, avec un minimum de 1,24 euro par exploitation.

§ 2. En dérogation à l'article 2, les cotisations obligatoires dues au Fonds par le responsable d'un troupeau pour l'année budgétaire 2010, sont diminuées de 40 % et remplacées comme suit :

Une cotisation obligatoire est mise à charge du responsable d'une exploitation à raison de respectivement 0,24 euro ou 0,12 euro par porc d'élevage qui peut être détenu, avec un minimum de 3,72 euro par exploitation, selon que des porcelets quittent ou non l'exploitation.

Toutefois, dans le cas où la sortie de porcelets se fait toujours vers une seule et même exploitation où ils sont détenus jusqu'à l'abattage, la cotisation obligatoire est de 0,12 euro par porc d'élevage, qui peut être détenu, avec un minimum de 3,72 euro par exploitation. »

Art. 2. Dans le même arrêté il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit :

« Article 3/1. § 1^{er}. En dérogation à l'article 3, les cotisations obligatoires dues au Fonds par le responsable d'un troupeau pour l'année budgétaire 2009, sont diminuées de 80 % et remplacées comme suit :

Une cotisation obligatoire est mise à charge du responsable d'une exploitation à raison de respectivement 0,256 euro ou 0,06 euro par porc à l'engrais qui peut être détenu, avec un minimum de 1,24 euro par exploitation, selon que des porcelets sont introduits ou non dans l'exploitation.

Toutefois, au cas où les porcelets proviennent toujours d'une seule et même exploitation d'origine où ils sont nés, la cotisation obligatoire est de 0,06 euro par porc à l'engrais qui peut être détenu avec un minimum de 1,24 euro par exploitation. Ces montants sont augmentés de 0,04 euro pour des exploitations où peuvent être détenus plus de 1 500 porcs à l'engrais.

§ 2. En dérogation à l'article 3, les cotisations obligatoires dues au Fonds par le responsable d'un troupeau pour l'année budgétaire 2010, sont diminuées de 40 % et remplacées comme suit :

Une cotisation obligatoire est mise à charge du responsable d'une exploitation à raison de respectivement 0,768 euro ou 0,18 euro par porc à l'engrais qui peut être détenu, avec un minimum de 3,72 euro par exploitation, selon que des porcelets sont introduits ou non dans l'exploitation. Toutefois, au cas où les porcelets proviennent toujours d'une seule et même exploitation d'origine où ils sont nés, la cotisation obligatoire est de 0,18 euro par porc à l'engrais qui peut être détenu avec un minimum de 3,72 euro par exploitation. Ces montants sont augmentés de 0,12 euro pour des exploitations où peuvent être détenus plus de 1 500 porcs à l'engrais. »

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van 16 juli 2009;

Gelet op advies 47.107/1/V van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en de Minister van Landbouw en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 21 december 1999 betreffende de verplichte bijdragen aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten vastgesteld volgens de sanitaire risico's verbonden aan bedrijven waar varkens gehouden worden, wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidende :

« Artikel 2/1. § 1. In afwijking van artikel 2, worden de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Fonds door de verantwoordelijke van een beslag voor het begrotingsjaar 2009, verminderd met 80 % en vervangen als volgt :

Een verplichte bijdrage van 0,08 euro of van 0,04 euro per fokvarken dat kan gehouden worden, met een minimum van 1,24 euro per bedrijf wordt opgelegd aan de verantwoordelijke van een bedrijf naargelang er al dan niet biggen van het bedrijf worden afgevoerd.

Indien de afvoer van biggen steeds naar één en hetzelfde bedrijf van bestemming geschiedt, waar ze gehouden worden tot de slachting, bedraagt de verplichte bijdrage evenwel 0,04 euro per fokvarken dat kan gehouden worden, met een minimum van 1,24 euro per bedrijf.

§ 2. In afwijking van artikel 2, worden de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Fonds door de verantwoordelijke van een beslag voor het begrotingsjaar 2010, verminderd met 40 % en vervangen als volgt :

Een verplichte bijdrage van 0,24 euro of van 0,12 euro per fokvarken dat kan gehouden worden, met een minimum van 3,72 euro per bedrijf wordt opgelegd aan de verantwoordelijke van een bedrijf naargelang er al dan niet biggen van het bedrijf worden afgevoerd.

Indien de afvoer van biggen steeds naar één en hetzelfde bedrijf van bestemming geschiedt, waar ze gehouden worden tot de slachting, bedraagt de verplichte bijdrage evenwel 0,12 euro per fokvarken dat kan gehouden worden, met een minimum van 3,72 euro per bedrijf. »

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidende :

« Artikel 3/1. § 1. In afwijking van artikel 3, worden de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Fonds door de verantwoordelijke van een beslag voor het begrotingsjaar 2009, verminderd met 80 % en vervangen als volgt :

Een verplichte bijdrage van 0,256 euro of 0,06 euro per mestvarken dat kan gehouden worden met een minimum van 1,24 euro per bedrijf, wordt opgelegd aan de verantwoordelijke van een bedrijf naargelang er al dan niet op het bedrijf biggen worden aangevoerd.

Indien de biggen steeds van één en hetzelfde bedrijf van oorsprong, waar ze geboren worden, afkomstig zijn, bedraagt de verplichte bijdrage evenwel 0,06 euro per mestvarken dat kan worden gehouden, met een minimum van 1,24 euro per bedrijf. Deze bedragen worden verhoogd met 0,04 euro voor bedrijven waar meer dan 1 500 mestvarkens kunnen gehouden worden.

§ 2. In afwijking van artikel 3, worden de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Fonds door de verantwoordelijke van een beslag voor het begrotingsjaar 2010, verminderd met 40 % en vervangen als volgt :

Een verplichte bijdrage van 0,768 euro of 0,18 euro per mestvarken dat kan gehouden worden met een minimum van 3,72 euro per bedrijf, wordt opgelegd aan de verantwoordelijke van een bedrijf naargelang er al dan niet op het bedrijf biggen worden aangevoerd. Indien de biggen steeds van één en hetzelfde bedrijf van oorsprong, waar ze geboren worden, afkomstig zijn, bedraagt de verplichte bijdrage evenwel 0,18 euro per mestvarken dat kan worden gehouden, met een minimum van 3,72 euro per bedrijf. Deze bedragen worden verhoogd met 0,12 euro voor bedrijven waar meer dan 1 500 mestvarkens kunnen gehouden worden. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 4. La Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et la Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 septembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX
La Ministre de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Volksgezondheid en de Minister bevoegd voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 september 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2009 — 3458

[C - 2009/24352]

27 SEPTEMBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 février 2005 fixant les cotisations obligatoires à payer au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, secteur lait

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, les articles 5, 1^o et 6, § 1^{er}, modifié par la loi du 27 décembre 2005;

Vu l'arrêté royal du 18 février 2005 fixant les cotisations obligatoires à payer au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, secteur lait;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juin 2009;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, donné le 25 juin 2009;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 7 juillet 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 16 juillet 2009;

Vu l'avis 47.108/1/V du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique et de la Ministre de l'Agriculture et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 18 février 2005 fixant les cotisations obligatoires à payer au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, secteur lait, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Article 2/1. En dérogation à l'article 2 les décomptes trimestriels pour les 4 trimestres compris entre le 1^{er} octobre 2009 et le 30 septembre 2010 sont calculés comme suit :

Le montant des cotisations obligatoires à charge des acheteurs est de 0,03 euros par 1 000 litres de lait qu'ils ont collectés en Belgique auprès des producteurs. Le montant des cotisations obligatoires à charge des producteurs établis en Belgique, est de 0,00 euro par 1 000 litres de lait livré.

Les acheteurs garantissent dès lors le paiement total de 0,03 euros par 1 000 litres de lait qu'ils ont collecté en Belgique auprès des producteurs. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2009 — 3458

[C - 2009/24352]

27 SEPTEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 februari 2005 tot vaststelling van de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, sector zuivel

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, artikelen 5, 1^o en 6, § 1, gewijzigd bij de wet van 27 december 2005;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 februari 2005 tot vaststelling van de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, sector zuivel;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 juni 2009;

Gelet op het advies van de Raad van het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, gegeven op 25 juni 2009;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen en de Federale Overheid op 7 juli 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van 16 juli 2009;

Gelet op advies 47.108/1/V van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en de Minister van Landbouw en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 18 februari 2005 tot vaststelling van de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, sector zuivel, wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidende :

« Artikel 2/1. In afwijking van artikel 2 worden de trimestriële afrekeningen voor de 4 kwartalen begrepen tussen 1 oktober 2009 en 30 september 2010 als volgt berekend :

Het bedrag van de verplichte bijdragen ten laste van de kopers bedraagt 0,03 euro per 1 000 liter melk die ze in België bij de producenten opgehaald hebben. Het bedrag van de verplichte bijdragen ten laste van de in België gevestigde producenten bedraagt 0,00 euro per 1 000 liter.

De kopers staan derhalve in voor de totale betaling van 0,03 euro per 1 000 liter melk die ze in België bij de producenten opgehaald hebben. »